

# Une riposte sans preuves et sans remords



La Libre Belgique\* - 16 avr. 2018  
Page 4

\* La Libre Belgique édition nationale, La Libre Belgique Liège, La Libre Belgique Hainaut, La Libre Belgique Brabant Wallon, La Libre Belgique Bruxelles

*Analyse Vincent Braun La séquence actuelle relative à l'usage d'armes chimiques dans le conflit en Syrie rappelle beaucoup celle d'il y a quinze ans, concernant la présence des fameuses "armes de destruction massive" en Irak. En février 2003, le secrétaire d'Etat américain Colin Powell présentait devant le Conseil de sécurité ...*

## Analyse Vincent Braun

La séquence actuelle relative à l'usage d'armes chimiques dans le conflit en Syrie rappelle beaucoup celle d'il y a quinze ans, concernant la présence des fameuses "armes de destruction massive" en Irak. En février 2003, le secrétaire d'Etat américain Colin Powell présentait devant le Conseil de sécurité de l'Onu les "preuves" américaines que l'Irak de Saddam Hussein disposait de telles armes, lesquelles constituaient un danger absolu pour les pays situés en dehors de "l'axe du mal" (Irak, Iran et Corée du Nord). Le mois suivant, une coalition menée par Washington attaquait l'Irak sur base d'un argumentaire dont on apprendra par la suite qu'il était faux.

Aujourd'hui, les preuves que les Etats-Unis et la France ont affirmé détenir sont également avancées avec force, mais elles n'en demeurent pas moins verbales, donc à croire sur parole. Dans l'autre camp, la Russie a crié vendredi à la "manipulation" et à la "mise en scène" d'une pseudo-attaque chimique, avec la participation du "russophobe" Royaume-Uni. Tandis que certains médias de Russie ont affirmé que des experts militaires russes n'avaient trouvé aucune trace de chlore ou d'autres substances chimiques sur place et que pas un seul habitant de Douma n'a confirmé l'attaque chimique...

## Début des travaux à Douma

Bien que la Commission d'enquête conjointe aux Nations unies et à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) ait conclu à la culpabilité du gouvernement syrien pour l'attaque chimique d'avril 2017 à Khan Cheikhoun (nord-ouest de la Syrie), il est pour l'heure impossible de livrer pareille conclusion s'agissant de l'attaque chimique de Douma, dans la Ghouta orientale, aux portes de Damas.

Et pour cause, les experts de cette commission d'enquête ont débuté leur travail ce dimanche "afin d'établir les faits relatifs aux allégations d'utilisation d'armes chimiques à Douma", comme l'organisation l'avait indiqué.

Qu'importe, les stratèges des alliés occidentaux ont sans doute jugé qu'il était plus important de mener une riposte militaire que d'attendre les éléments qui justifieraient leur action. Les Etats-Unis n'avaient-ils pas fait pareil, seuls, en avril de l'an dernier ? L'important est, comme le président français Emmanuel Macron l'avait souligné la semaine dernière, de montrer que le franchissement – supposé – par le régime syrien de la ligne rouge (que constitue un bombardement chimique) est intolérable et qu'il doit être sanctionné afin de décourager l'auteur de recommencer.

## Distinguo entre victimes

Et tant pis si les alliés occidentaux sont contraints de brocarder au passage le droit international – la Russie s'est-elle gênée pour annexer la Crimée en 2014 ? – pour prouver aux opinions publiques d'Occident qu'ils restent bien les garants des droits de l'homme dans le monde. Tout en soulageant aussi sa conscience à bon compte. Au risque de produire un malheureux distingo entre les victimes du conflit syrien : il semble plus intolérable que des Syriens souffrent et meurent dans des attaques chimiques que dans des bombardements conventionnels, comme la Ghouta orientale en a subi de manière intensive ces trois derniers mois.

Samedi, la Russie avait beau jeu de dénoncer une "agression" et d'en appeler à une réunion du Conseil de sécurité. Et la Syrie tout autant en promettant de "laisser l'équipe faire son travail de manière professionnelle, objective, impartiale et loin de toute pression". Mais que restera-t-il des éléments de preuves plus d'une semaine après les faits (le 4 avril) alors que l'on sait que le chlore est un agent chimique hautement volatil ? Quant à l'agent neurotoxique sarin, auquel il aurait été mélangé, sa présence n'a-t-elle pas été "nettoyée" ?

## Ressentiment antiaméricain

Dès lors, sur quoi se fonde l'attaque menée conjointement par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ? Certainement pas sur une résolution des Nations unies. Et surtout, à quoi peut-elle mener ? Des experts soulignent que lancer des bombardements sans que ceux-ci s'appuient sur une stratégie de fond n'a aucun sens.

A moins qu'il ne s'agisse ni plus ni moins de continuer à faire grandir le ressentiment antiaméricain dans la région. Et de poursuivre ce calcul cynique de la dépendance aux contrats d'armements de l'Oncle Sam. Le tout au détriment d'une réelle autonomie des sociétés locales.

Samedi à l'aube, les missiles ont illuminé le ciel au-dessus de Damas. Plusieurs sites ont été ciblés à proximité de la capitale syrienne.